



Compte-rendu AGO du GRAPE 17 mai 2014

Ordre du jour :

- Rapport moral d'activité et financier.
- Election des administrateurs.
- Bilans prévisionnels et actions 2014.
- Paroles aux adhérents.

Remerciements du Président aux représentants des associations présentes et notamment aux nouvelles associations.

Tour de table de présentation des adhérentes et des adhérents.

R. MAFFEI rappelle que les adhérents présents et représentés nous permettent d'atteindre un quorum de 43,78%, supérieur au quorum minimum figurant dans les statuts (25%). De ce fait, l'assemblée peut valablement délibérer.

Vote du compte rendu de l'Assemblée Générale 2012 :

- Contre : 0.
- Abstention : 0.
- Pour : unanimité.

1. Rapport moral, d'activité et financier :

• Rapport moral du Président :

(Voir annexe envoyée pour l'AG)

• Rapport d'activité du GRAPE par le Président :

(Voir annexe envoyée pour l'AG)

- Enumération des travaux des membres du bureau et du Conseil.
- Participation aux commissions préfectorales, départementales et régionales.
- Présentation des travaux du CESER par Dominique Bauduin.
- Relations extérieures et contacts divers par le Président.
- Commentaires sur la réunion décentralisée dans l'Orne par Odile Letortu.
- Commentaires sur la réunion décentralisée dans la Manche par Marie-Reine Castel.
- Visites techniques : PSA Cormelles le Royal et Le Ganil.
- Rencontre Jumelage avec le Devon du 4 au 6 mai 2013.
- Remerciements aux partenaires financiers et associatifs ; remerciements à Thierry Dereux référent bureau pour le grand Ouest de FNE membre du bureau FNE.

• Zoom actions de la Manche par Marie-Reine Castel :

(Voir annexe envoyée pour l'AG)

- Natura 2000 baie du Mt St Michel.
- Actions en liaison avec les associations locales.
- Commissions administratives de la Manche.

• Zoom sur le CODERST 61 par Jean-Paul Daveau (absent pour cause d'hospitalisation) :

(Voir annexe envoyée pour l'AG)

• Zoom sur le CODERST 14 par Michel Horn :

(Voir annexe envoyée pour l'AG)

11 réunions/an et 67 dossiers

Exemples de dossiers (par ordre d'importance)

- Logements insalubres.
- Assainissement communal.
- Centres VHU
- Classement de digues.

- Périmètres de protection des captages.
- Projet de traitement de terres polluées à Esquay sur Seulles.
- **Zoom sur l'éolien par Véronique Leroux (voir annexe envoyée pour l'AG)**
 - Parc éolien offshore au large de Courselles-sur-Mer
 - Le SRCAE et le SRE
 - L'autorisation unique
- **Zoom sur les déchets industriels par Brahim Boufrou :**
 - **L'Espace Info Déchets (EID) du GRAPE a deux missions :**
 - Prévention des déchets : les principaux leviers
 - Les déchets dangereux : quels sont-ils ?

Le compte rendu de notre chargé de mission déchets Damien TOUTLEMONDE détaillera les activités de l'EID pour l'année 2013.

La préoccupation des collectivités territoriales, des services de l'Etat et de la commission Européenne pour lutter contre le gaspillage alimentaire et la prévention des déchets organiques les amènent à durcir la réglementation en terme de collecte des biodéchets tout en renforçant la sensibilisation du grand public et en particulier les scolaires à ces problématiques (seulement 3% de la population : tel est le poids (plume) de la collecte sélective des biodéchets : source Journal de l'Environnement).

Ce constat a amené le GRAPE en collaboration avec le CREPAN à solliciter le Proviseur du lycée Laplace, qui a inscrit dans son projet d'établissement la thématique prévention des déchets. Les deux chargés de missions du GRAPE et du CREPAN lui ont présenté fin juin 2013 le document de travail du projet pilote du lycée élaboré conjointement par le GRAPE et le CREPAN.

Le coût de ce projet pour la mise en œuvre et le suivi (300 € / jour) a induit des interrogations du chef de cet établissement. L'échange a été poursuivi depuis fin juin 2013 avec le proviseur pour plus d'information sur la faisabilité de ce projet et sur les possibilités de son financement dans le cadre d'un appel à projet.

Le récent appel à projets de l'ADEME et l'ARS pour la lutte contre le gaspillage a permis au GRAPE en collaboration avec le CREPAN, en partenariat avec le lycée Laplace de déposer un dossier répondant aux critères définis par ces institutions. Réponse fin mai.

➤ **Les déchets industriels :**

Plusieurs associations affiliées au groupement ont des compétences sur la protection de l'environnement et la préservation de la qualité de vie des riverains en matière de déchets :

- à Argences (14) (Décharge de classe I) : ADESA.
- à Nonant-le-Pin (61) (ISDND : classe II) : Association Nonant Environnement.
- à Rocquancourt avec le site industriel GDE : AREU.

Intervention du Président de l'ADESA (Association pour la Défense de l'Environnement du Secteur d'Argences) :

Cette association veille à la protection de l'environnement et à la qualité de vie des riverains du centre d'enfouissement technique de classe 1 d'Argences. Le projet d'extension verticale de ce centre est une préoccupation réelle de l'ADESA et celle des riverains.

L'AREU (Association Rocquancourt Environnement et urbanisme) :

A Rocquancourt, le groupe Guy Dauphin Environnement a diversifié son activité en développant des activités de récupération de papiers cartons, de plastiques, de traitement de batteries au plomb et de ferraille.

Le développement de l'activité collecte et traitement des VHU depuis 2009 a permis à GDE d'augmenter la capacité de RBA lourds à traiter et a anticipé depuis 2006 le projet de son ISDND à Nonant-le-Pin pour lequel il a eu enfin l'autorisation administrative en 2011 par un jugement du TA de Caen.

Les dysfonctionnements en 2013 de cette entreprise sur ses différents sites sont nombreux, et les activités ferrailles sont contrevenantes car ne respectant pas les prescriptions : bilan d'activités imprécis, présentation de fausses analyses sur le site ISDND à Nonant et enfouissements de déchets illicites.

Mardi 14 mai, la décision de justice de fermer l'ISDND définitivement est une conséquence des dysfonctionnements de ce groupe. Des plaintes des associations contre GDE sont en cours un peu partout en France.

- **Rapport d'activité juridique par Séverine Matécki :**

(Voir annexe envoyée pour l'AG)

- Recours contre le Plan Local d'Urbanisme de Portbail.
- Recours contre l'arrêté préfectoral fixant des prescriptions à GDE pour la gestion du dépôt illégal de résidus de broyage sur la Commune de Soumont-St-Quentin.
- Recours gracieux contre l'arrêté interpréfectoral déclarant d'utilité publique le projet d'amélioration des accès au pont de Tancarville.
- Recours contre l'arrêté préfectoral autorisant GDE à exploiter une installation de traitement et de valorisation de déchets à Rocquancourt.
- Contentieux pénal : ONCFS de l'Orne – destruction et dégradation de haies servant d'habitat au pique-prune, espèce protégée.

Intervention de Dominique Bassière :

- **Consommation de l'espace :** en matière d'espace commercial, il y a ralentissement ; mais Lisieux continue à vouloir passer en force.
- **Agriculture :** tous les 1er mardi de chaque mois réunion pour avis sur les PLU, les demandes de modifications sont prises en compte à 90 % ; constructions importantes de bâtiments agricoles mais surveillance active avec la SAFER.

Intervention d'Henri Luquet qui attire l'attention sur l'intérêt à surveiller les futurs PLUI puisque des dérogations sont ensuite accordées par des Maires.

Reprise du rapport d'activité juridique par Séverine Matécki :

- Suivi de nombreuses enquêtes publiques, exemples :
 - EP SCOT Pays de la Baie du Mont-St-Michel.
 - EP pour PLU de Portbail.
 - EP pour PLU de Bénouville, de Blainville...
- Stages de formation.
- Communication :
 - Refonte du site internet du GRAPE
 - Nouveau dépliant

• **Rapport d'activité de l'Espace Info Energie / Habitat Solidaire et Durable par Christine Levavasseur :**

(Voir annexe envoyée pour l'AG)

Modifications importantes en 2013 : l'Espace Info Energie est devenu un véritable « Service public de la rénovation », avec la création d'une nouvelle dénomination : les PRIS (Points Rénovation Info Service) qui rassemblent à la fois le réseau des EIE (Espaces Info Energie) et le réseau des opérateurs de l'ANAH (Agence Nationale de l'Habitat). Cette nouvelle répartition, si elle ne change pas fondamentalement la mission des EIE, recentre le public auquel s'adresse le GRAPE auprès des ménages non éligibles aux aides de l'ANAH. Le conseiller EIE-PRIS est aussi appelé conseiller HSD (Habitat Solidaire et Durable) dans le cadre de sa mission de promotion de l'aide de la Région Basse-Normandie.

• **Rapport d'activité de l'Espace Info Déchets par Damien Toulemonde :**

(Voir annexe envoyée pour l'AG)

Depuis 2011 le GRAPE s'est donné pour mission d'informer les particuliers sur les thèmes liés aux déchets : collecte sélective, prévention des déchets dangereux et prévention des déchets en général.

Pour cela, l'Espace Info Déchets dispose d'un ensemble routier spécialement équipé (le véhicule info déchets) et d'un salarié spécialement dédié à cette mission. En 2013, le véhicule a effectué 49 sorties sur différentes manifestations publiques (foires, salons et marchés) ce qui a permis de renseigner 1710 personnes.

En 2014, l'espace déchets a bénéficié d'un nouvel équipement : une remorque avec vitrine pour présenter les différentes filières de déchets recyclables.

En dehors des sorties du véhicule, parmi les actions particulières menées en 2013, il faut noter l'aide à l'organisation de l'éco-gestion des déchets pendant la Fête de la Bio et la proposition d'aide au Lycée Laplace, en partenariat avec le CREPAN, pour l'éco-gestion de ses biodéchets.

• **Rapport financier par Michel Horn :**

(Voir annexe envoyée pour l'AG)

Les comptes de résultat de l'exercice contrôlés et approuvés par Monsieur R. BEX, commissaire aux comptes, font apparaître pour l'ensemble de nos activités un déficit de 11 758€ (13 295€ en 2012).

Principaux écarts constatés par rapport à l'exercice précédent :

- Charges :
 - Entretien véhicules : + 2 008€ dus notamment à l'entretien du fourgon Citroën Jumper mis en service en 2012.
 - Frais de communication : + 11 101€ correspondant au réaménagement de la caravane (pris en charge par l'ADEME).
 - Voyages et déplacements : + 3 577€ en partie compensés par les abandons de remboursement à savoir 2 543€.
 - Charges sociales : + 2 504€.
- Produits :
 - Subventions accordées par les CG 50 et 61 respectivement inférieures par rapport à 2012 de 4 886€ et 3 010€.
 - Produits exceptionnels : - 37 428€, écart en grande partie dû à la provision pour risques puisées dans nos réserves pour 33 200€.

- **Vote des rapports :**

RESULTAT DES VOTES

Associations présentes : nombre de voix 377 sur 861 soit 43.78 %

Rapports	Abstention	Contre	Pour
moral	0	0	377
d'activité	0	0	377
financier	0	0	377
Report à nouveau Pour le rapport financier	0	0	377

R. MAFFEI remercie les adhérents pour la confiance qu'ils ont bien voulu témoigner aux membres du CA.

2. Election au conseil d'administration :

Administrateurs sortants et qui se représentent :

- Véronique Leroux.
- René Mafféi.

Deux nouvelles candidatures :

- Laurent Grouet (association de Briouze 61, absent en raison d'une hospitalisation, information qui nous a été communiquée après l'AG).
- Arlette Savary du CREPAN présente sa candidature.

RESULTAT DU VOTE

Candidats	Nombre de voix
Laurent Grouet	190
Véronique Leroux	359
René Mafféi	376
Arlette Savary	359

Sur proposition de R. Mafféi, Marie-Claude Manet, président de l'AGEB, accepte le poste de chargée de mission, qui lui sera confirmé par les membres du CA appelés à se réunir après l'AGO.

3. Projets 2014 et bilan prévisionnel :

- **Réorganisation interne du GRAPE suite au départ du Président sortant René Mafféi commentée par Dominique Bauduin et Annick Blondel :**

Présentation de la nouvelle réorganisation votée en Conseil d'Administration du 29 mars, suite à la consultation des administrateurs et du personnel.

Nouvelle organisation du bureau, nouvelle organisation au sein du personnel, un poste de coordinatrice est créé et assuré par Séverine Matécki.

Le Conseil d'Administration propose que René Mafféi soit élu Président d'Honneur du GRAPE, proposition acceptée à l'unanimité par l'Assemblée Générale.

- **Projets 2014 :**

- Réunion décentralisée : date et lieu à fixer.
- Suivi des dossiers en cours (GDE, Portbail, aménagement du péage au Pont de Tancarville...)
- Stages de formation : 1 sur le thème de la gestion d'une association, 2 sur le thème des espaces et espèces protégés.
- Réunion thématique.
- Actions EID :
 - Poursuite des actions de sensibilisation sur le terrain.
 - Poursuite de la démarche auprès du lycée Laplace concernant l'éco-gestion des biodéchets et la prévention quant au gaspillage alimentaire. Dépôt d'un dossier suite à l'appel à projet de l'ADEME.
 - Réalisation d'une exposition de sensibilisation aux déchets dangereux (en partenariat avec la Région, l'ADEME, l'ARS et l'Agence de l'Eau).
 - Réalisation d'opérations foyers témoins sur les 3 départements bas-normands en partenariat avec les conseils généraux concernés.

- **Subventions pour 2014 par Michel Horn :**

	2012	2013	Sollicitées en 2014	
GRAPE AJ :				
Départements	3 896€	1 000€	1 750€	Confirmé
DRJSCS	687€	1 495€	1 350€	Confirmé
DREAL	6 000€	6 000€	6 000€	Confirmé
Région Basse-Normandie	6 550€	6 550€	6 550€	Confirmé
TOTAL	17 133€	15 045€	15 650€	
EIE/HSD :				
ADEME	31 800€	30 800€	34 515€	Confirmé
FEDER	95 400€	92 400€	116 847€	*
Région	31 800€	30 800€	38 849€	*
TOTAL	159 000€	154 000€	190 211€	
EID :				
ADEME	15 000€	19 150€	20 000€	
ADEME – DRAAF (appel à projet)	-	-	4 000€	Confirmé
AESN	-	7 736€	9 000€	Confirmé
Départements	9 500€	4 500€	13 200€	Confirmé
DREAL	4 000€	900€	1 000€	
Région	14 179€	15 000€	15 000€	Confirmé
TOTAL	42 679€	47 286€	62 200€	

* Soldes disponibles sur la période 2012/2014 à négocier.

4. Questions diverses et échanges avec les associations :

Marie-Claude Manet exprime son regret de voir le poste de juriste réduit de moitié, car le travail de la juriste est extrêmement important. Séverine Matécki répond que le poste de coordinatrice demandera surtout du temps au début afin de mettre des outils en place, mais que sa mission ne devrait pas en pâtir. S'il s'avère que la fonction de coordinatrice est exercé au détriment du juridique, la solution d'un(e) étudiant(e) en alternance sera mise en place.

Denis Locard pose une question sur l'éolien offshore : la durée du parc est estimée à 20 ans ? Véronique Leroux confirme ce qui a été annoncé... Donc quid de la rentabilité !

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 13 h.

Le Président remercie les participants et rappelle qu'un buffet déjeunatoire est à la disposition des adhérents.

Le Président,
René Mafféi



La Secrétaire,
Annick Blondel

